



Kasbah des Oudaya Remous autour d'un patrimoine historique

La Kasbah des Oudaya est aujourd'hui objet de spéculation et de surenchère. Le projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg a donné lieu à une spéculation où tout est permis : manipulation, pression, achat du silence des habitants...

Depuis l'annonce de l'aménagement de la vallée du Bouregreg, où un projet faramineux d'aménagement verra le jour, les spéculations ont pris une tournure frénétique. Les agents immobiliers affluent de toutes parts pour pousser les quelques familles qui tiennent encore à leurs demeures à vendre, en leur proposant des prix qu'ils n'ont jamais rêvé avoir. Plusieurs personnalités sont montrées du doigt. Notamment Mahjoubi Aherdan qui a défrayé la chronique cette semaine. Un sit-in de protestation a été organisé par l'instance nationale de défense de l'argent public qui lui reproche le fait de s'approprier une impasse où se trouve sa maison des Oudaya. De même qu'à un ministre de la majorité qui a acquis une maison en face de l'embouchure du Bouregreg. Depuis les années quatre vingt, la kasbah des Oudaya est un lieu privilégié où des étrangers cherchent à acquérir une demeure. Il faut signaler que l'endroit séduit par son charme et sa ressemblance avec un petit village andalou.

Actuellement, le petit quartier de la kasbah des oudaya qui était jusque là paisible est devenu le lieu où sévit une fièvre de la spéculation. Toutes sortes de pressions s'exercent sur les habitants pour vendre ou se taire face aux agissements de personnalités influentes qui défigurent la kasbah des oudaya avec des aménagements et travaux qui menacent d'écroulement les habitations. Mais les choses ont changé depuis l'organisation d'un sit-in contre Mahjoubi Aherdane par l'instance Nationale de défense des deniers publics le vendredi 21 mars, des échauffourées ont éclaté entre les membres de l'instance et les forces de l'ordre qui voulaient interdire le sit-in en présence d'avocats et d'intellectuels comme Mehdi El Manjra. Maître Tarek Sbai a exigé des responsables un ordre du procureur du Roi s'ils veulent interdire le sit-in. Une chose est sûre, les autorités locales n'avaient aucun ordre, ce qui a provoqué chez eux un mouvement de panique avant leur désistement. les échauffourées, le sit-in a eu lieu pendant un quart d'heure. Mais lorsque des manifes-

tants venus d'Oulmes ont brandi une banderole dénonçant des agissements à Oulmès, des agents en civil ont vite arraché la banderole. Les habitants de la Kasbah eux-mêmes ont été interdits d'accès à l'esplanade des oudaya pour ne pas participer au sit-in. Ils sont les derniers à être consultés dans l'affaire, pourtant ils sont les premiers concernés. Plus encore, des jeunes du quartier ont été recrutés pour saboter le sit-in moyennant des bouteilles de vin distribuées gratuitement... Cette tactique n'a pas fonctionné, tout le monde a été surpris par le calibre des participants au sit-in, même les forces de l'ordre... Comment des maisons qui se trouvent dans un monument historique ont été vendues à des particuliers. Aherdane dit avoir acheté d'un étranger. Le quartier des oudaya, en plus d'être un monument classé, est soumis aux terres guiche qui sont la propriété de l'Etat et ne peuvent être vendues. Seuls les ayants droits des descendants des tribus guiche peuvent hériter du droit. Selon le dahir qui régit ce genre d'appropriation, les

habitants ne possèdent que les murs intérieurs de leur maison, tout ce qui se trouve à l'intérieur des oudaya est propriété de l'Etat. Il peut donc à tout moment exproprier Mahjoubi Aherdane.

le sit-in du vendredi et la médiatisation de l'affaire, Aherdane est passé à la défensive en adoptant la théorie du complot. Selon les déclarations qu'il a données à son journal Al Haraka, tout ce qui a été écrit dans la presse est une machination contre lui qui vise le sabotage de la fusion des mouvements populaires. Concernant la ruelle Bazo, Aherdane affirme l'avoir achetée du conseil municipal dans les années quatre vingt. Selon maître Sbai, même l'option de l'achat est sujette à caution. Aherdane a peut être profité de son passage au ministère de la culture comme ministre par intérim du temps de Bahnini pour s'accaparer la maison qui était autre fois une bibliothèque. Pour Aherdane, le fait d'avoir «acheté une maison aux oudaya se justifie par sa qualité d'artiste». L'ancien officier sorti des tabors marocains joue la carte de l'intellectuel. Mais le problème c'est que sa demeure se trouve sur les vestiges d'un monument qui date de l'époque Almoravide. passage conduit directement vers le fleuve où jadis une petite embarcation pouvait être mise à l'eau. Un tunnel souterrain conduit directement vers une petite tour qui s'appelle la tour des pirates qu'on peut apercevoir du côté de la plage.

Le silence des services des monuments historiques est lui aussi frappant. Cette administration qui se trouvait il y a tout juste quelques années dans l'enceinte même des oudayas, dans les locaux du service des beaux art que Lyautey a créé en 1913, n'a jamais bougé. Le directeur des monuments historiques de l'époque a raflé un contrat de restauration des monuments historiques au Sultanat d'Oman et a démissionné juste après pour s'installer comme architecte à Dubaï. Henri terrasse, le premier inspecteur des beaux arts au Maroc doit se retourner dans sa tombe aujourd'hui avec cette façade maritime des oudayas défigurée par de nombreuses habitations ■

Mohamed El Hamraoui

Vos réactions sur notre site
www.lereporter.ma



Mehdi El Manjra

“ J'ai été pendant 20 ans responsable de la culture à l'UNESCO, nous avons tout fait pour défendre le patrimoine dans tous les coins du monde. Aujourd'hui, un ministre progressiste achète une maison aux oudaya et veut ajouter un étage. Que voulez-vous que les autres fassent. Mohamed El Fassi a réussi à inscrire Fès comme patrimoine de l'humanité. Après 30 ans, on est arrivé à cela! Des responsables de haut niveau violent toutes les lois, le droit international, ils n'ont pas respecté la pierre et l'histoire de ce pays, c'est la grande humiliation de tous les principes” ■

Mohamed Tarek sbai

“ Les poches de résistance aux changements sont toujours aux commandes dans ce pays, les dilapidateurs des biens publics ont toujours le bras long, ils influencent même les autorités locales qui sont censées défendre les biens publics alors qu'elles prennent le fouet contre les défenseurs des biens publics” ■



• Un monument historique classé



Le kasbah des oudaya est un monument classé depuis 1914 monument historique. Un dahir du 6 juin 1914 interdit toute construction ou défiguration du cadre bâti de la kasbah des oudaya. Les aménagements qui ont été faits depuis 1956 sont en majorité illégaux puisqu'ils défigurent l'aspect historique du lieu.

• La municipalité de Rabat Hassan, premier destructeur du patrimoine

Il y a trois ans, le conseil municipal de Rabat Hassan a entamé des travaux de réfection de la chaussée dans l'ancienne médina de Rabat. Les travaux ont enlevé ce qui restait de pavés centenaires pour les remplacer par des dalles en gré. Seulement aux oudaya les habitants ont fait de la résistance pour conserver leurs pavés centenaires, allant même jusqu'à tenter un procès au conseil municipal. Après une dure bataille dont la presse s'est mêlée, le tribunal a donné raison aux habitants.



• Sur les traces de l'exotisme français du 19ème siècle



La mode des riads et anciennes demeure Le complexe de l'imitation aveugle des étrangers qui viennent au Maroc chercher l'exotisme trouve un terrain chez les soit disant notables marocains.

A Rabat, depuis que les Français sont devenus des habitants à plein temps de l'ancienne médina, les Marocains de la classe moyenne cherchent par tous les moyens à y acquérir une maison. Maison qu'ils ont eux mêmes vendue il y a quelques années à un prix dérisoire, car l'endroit n'était pas "in" préférant s'installer au quartier de l'Agdal ou au Riad.